

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
29 octobre 1976

No 556

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 16
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Simax (Meurthe-et-Moselle)

Un an de lutte Pour la réintégration d'un «licencié de Durafour»

La Simax est une entreprise qui fabrique des agrafes et des clous en Meurthe-et-Moselle. Le 24 février 68, une assemblée générale se tient dans un café de Maxonchamp. En présence du secrétaire général de l'Union départementale CFDT, 17 ouvriers et ouvrières sur les 29 qu'emploie la Simax y créent, à l'initiative de Philippe Antoine, une section syndicale CFDT. Un bureau de section est constitué ainsi qu'une liste de candidats délégués du personnel.

Le 13 mai 1968, les travailleurs de la fabrique de chaussures André à Rupt-sur-Moselle sont dans la cour de la Simax. Ils demandent aux ouvriers de la Simax de se joindre au mouvement de grève. Pour la première fois depuis l'installation des ateliers en 1964, la grève éclate à la Simax.

Le 24 juin 68, la direction convoque Philippe Antoine : « M. Antoine, vous devriez quitter l'entreprise, vous seriez bien indemnisé. » Philippe refuse.

Le mardi suivant, nouvelle tentative de la direction. Rendez-vous est pris pour le 3 juillet. Ce jour-là Philippe vient avec Jean Frattini, secrétaire général de l'UD-CFDT. La direction : « M. Frattini, nous avons pensé à M. Antoine. J'ai fait procéder à une analyse graphologique de son écriture d'où il ressort des qualités de chef, initiative, décision, té-

nacité, intelligence, etc. Nous estimons que M. Antoine pourrait accéder à des fonctions de direction dans notre usine de Rupt » ! Philippe refuse de se laisser acheter.

Quelques semaines plus tard, Philippe a un grave accident du travail : fracture de la paroi frontale, 4 mois d'immobilisation.

(Suite p. 2)

LE PRESIDENT MAO AVAIT DEJA MIS EN GARDE...

Révélations d'un éditorial de la presse chinoise

Lire en pages 4 et 5
«Une grande victoire historique»

Message du Parti communiste marxiste-léniniste de France

Au président Houa Kouo-feng et au Comité central du Parti communiste chinois

Au nom du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France, je vous adresse les plus vives félicitations pour la désignation du camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de président du Comité central du Parti communiste chinois et de président de la commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois.

Les communistes marxistes-léninistes de France sont profondément convaincus que, sous la direction du grand, glorieux et juste Parti communiste chinois ayant à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, le peuple chinois continuera à remporter les grandes victoires révolutionnaires dans lesquelles il s'est engagé antérieurement sous la direction du président Mao Tsé-toung, le plus éminent marxiste-léniniste de notre époque.

L'unité d'action et de pensée des Parti communiste chinois et Parti communiste marxiste-léniniste de France ne cessera de se renforcer sur la base des principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Les communistes marxistes-léninistes de France sont décidés à tout mettre en œuvre pour qu'ensemble les peuples français et chinois, sous la direction de leurs

partis marxistes-léninistes respectifs, poursuivent et renforcent la grande lutte historique mondiale contre les deux superpuissances et tous les réactionnaires, contre l'impérialisme, le social-impérialisme, l'hégémonisme, le colonialisme, le néo-

colonialisme, jusqu'au triomphe de la révolution mondiale et du communisme.

Pour le Comité central
Le secrétaire politique
du Parti communiste
marxiste-léniniste
de France.

Moyen-Orient

Plein succès de la conférence du Caire

Au Liban, le cessez-le-feu qui date maintenant d'une semaine semble généralement respecté à peu près partout dans le pays sauf autour de certains villages du sud du pays où les phalangistes, agissant avec la bienveillance d'Israël, continuent à vouloir maintenir leur offensive contre les réfugiés palestiniens.

Israël de son côté ne reste pas inactif et poursuit sa technique de «grignotage» des frontières du Liban.

Face à cette agressivité accrue des nationalistes qui, comme les deux superpuissances enragent de l'accalmie qui s'instaure dans le pays et de l'unité arabe ressoudée, Palestiniens et Syriens resserrent leurs rangs. La dernière rencontre dimanche à Damas entre le chef de l'OLP, Yasser Arafat et le président syrien Hafez el Assad a abouti à la création de comités militaires palestino-syriens, destinés à assurer une coopération palestinosyrienne en vue d'empêcher toute infiltration israélienne dans le Sud-Liban. Ces comités auront aussi pour tâche de «ouvrir les lignes de ravitaillement aux forces palestiniennes présentes dans l'Ar-koub, à travers la plaine de la Bekaa

occidentale». L'armée syrienne ravitaillera ainsi la zone où, en vertu des accords du Caire, réactivés par le sommet de Ryad, se trouvent les bases de départ des fedayines, à quelques kilomètres de la frontière nord d'Israël.

Au Caire, le sommet arabe a clos ses travaux mercredi après avoir entériné, à l'unanimité moins une voix, celle de l'Irak, l'orientation des décisions déjà adoptées au sommet de Ryad. Il aura été une étape très importante dans la solution de la crise libanaise et la consolidation de l'unité et de la solidarité arabes un instant ébranlées par les manœuvres des deux supergrands rivalisant pour asseoir leur influence dans la région. Israël en tout cas ne s'y trompe pas, Shimon Peres, ministre israélien de la Défense, s'étant empressé de dénoncer le «rapprochement très net syro-égyptien tourné contre Israël».

Les élections américaines passées, il faut s'attendre à de nouvelles manœuvres de grande ampleur de l'URSS comme des USA au Moyen-Orient. Les pays arabes, les peuples arabes et palestiniens sont prêts à y faire face, forts de leur solidarité affermie.

La hausse des prix ne ralentit pas

Giscard prend ses précautions pour annoncer que cette fois encore la hausse des prix de septembre sera forte ; probablement 1,1 % officiel. Mais grâce au plan Barre... il y aura moins de 10 % dans l'année ! Il se réserve toutefois une porte de sortie, car dans le fond, il sait bien que les 10 % réels seront largement dépassés, en invoquant que les premiers effets du plan Barre ne pourraient se faire sentir qu'au début de l'année 1977. Par contre la baisse réelle des salaires, elle, n'attend pas 77. Car par rapport à la hausse des prix les salaires, eux, ne suivent pas, ce sont eux en fin de compte qui sont limités pendant que les prix continuent de galoper. Par exemple les loyers qui ont subi une hausse vertigineuse, sont une atteinte réelle au pouvoir d'achat des travailleurs.

Les neuf points de l'accord de Ryad entérinés au Caire

Voici les neuf points de l'accord de Ryad qui a été entériné mardi par le sommet du Caire :

- 1) Cessez-le-feu au Liban à partir du 21 octobre.
- 2) Création d'une force de dissuasion de 30 000 hommes sous le commandement du président Sarkis avec pour mission :
 - d'imposer le cessez-le-feu.
 - de faire appliquer l'accord du Caire de 1969 sur la présence palestinienne au Liban.
 - de superviser le retour des combattants aux positions qu'ils occupaient au début des hostilités.
 - de contrôler toutes les armes lourdes.
 - d'aider les autorités libanaises à la remise en marche du pays.
- 3) Retour à la situation d'avant le 13 avril 1975 (début des combats).
- 4) Application de l'accord du Caire de 1969 sous le contrôle conjoint du président libanais et d'un comité saoudo-égypto-syro-koweïtien.
- 5) Respect par l'OLP de la souveraineté et de l'intégrité du Liban et garantie par l'État libanais de la sauvegarde et de l'existence de l'OLP et de son action sur le territoire libanais dans le cadre de l'accord du Caire.
- 6) Les pays arabes s'engagent à respecter la souveraineté et l'intégrité du Liban et l'unité de son peuple et de son territoire.
- 7) Réaffirmation de l'engagement par les pays arabes à soutenir la Résistance palestinienne représentée par l'OLP.
- 8) Arrêt des campagnes d'information et de propagande et de la guerre des ondes par toutes les parties.
- 9) Orientation de l'information de manière à consolider l'arrêt des combats et le rétablissement de la paix. Développement de l'esprit de coopération entre toutes les parties.



Simax (Meurthe-et-Moselle)

Un an de lutte pour la réintégration d'un «licencié de Durafour»

(Suite de la p. 1)

La direction profite de l'occasion pour multiplier les pressions sur les ouvriers et tenter de saborder la section syndicale.

Pour donner une idée de ce que valent les chefs à la Simax, voici un témoignage qui se passe de commentaires. « Dans l'entreprise, les chefs n'aiment pas les grands cheveux ! Alain Fleurot, 17 ans, nouvel embauché au magasin, est coincé par un larbin et un contre-maitre, responsable de la sécurité. Ce chef de la sécurité met le feu, avec son briquet, aux cheveux d'Alain. Zut ! V'là qu'ça brûle plus que prévu ! Tant pis, au bureau de Cécile Laurent, chef du personnel, en deux ou trois coups de ciseaux, on arrange ça ! Quel massacre ! »

Le 9 octobre 1969, Philippe Antoine est hospitalisé pour une appendicite. Pour la direction c'est le moment de le frapper : elle a mis 8 mois pour préparer son dossier. Elle annonce : Philippe est licencié.

Le 11 octobre, tous les ouvriers de production sont en grève pour imposer sa réintégration. Au bout d'une semaine des négociations s'engagent avec la direction. Les chefs font du chantage, le chef du personnel notamment : « C'est Antoine ou moi. » Finalement, pour sauver « l'honneur » de certains de ses sous-fifres qui avaient engagé ce pari, la direction réintègre Philippe mais lui impose une mise à pied de 8 jours.

En décembre 71 une grève perlée éclatera dans un atelier, qui s'étendra à toute l'usine le 27 janvier 1972. Presque tous les ouvriers sont en grève notamment contre des réductions d'horaires avec perte de salaire.



La fabrication est paralysée à 90 %. Le travail ne reprendra que le 17 février suivant.

Le 19 décembre 74, la direction décide d'imposer aux travailleurs le chômage partiel. Les ouvriers n'auront plus de travail que 25 heures et demie par semaine réparties sur 3 jours ! Le 19 décembre ils organisent une manifestation... Mais en dépit des promesses de la direction le chômage partiel est maintenu.

Le 7 avril 1975, 80 % des ouvriers décident de la grève. Ils décident également de prendre les stocks en otage. L'occupation de l'usine est organisée... Six ouvriers sont cités en référé par la direction. Cependant après une première victoire des ouvriers contre le chômage partiel, la direction décide de contre-attaquer.

Le 6 juin 75, l'ancien chef du personnel devenu directeur convoque Philippe pour s'expliquer sur les « fautes graves » suivantes : « mise en cause du pouvoir de la direction et de la maintenance en donnant l'ordre à des surveillants de machines d'en arrêter une sur quatre ; usage abusif du pouvoir de délégation (tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'usine) ; indécence envers le président du comité d'entreprise ».

Le 9 juin, le directeur adresse à Philippe un courrier qui dit : « En vertu des articles L 122.14 et R 122.2 du code du travail, je vous ferai part de mon projet de licenciement à votre égard. »

Successivement, le 12 et le 25 juin, le comité d'entreprise et l'inspecteur du travail refusent ce licenciement. La direction s'acharne. Elle formule un recours contre ce délégué CFDT auprès de Durafour, ministre du Travail. Philippe en est avisé le 26 août à son retour de vacances.

Le 22 octobre, alors qu'un débrayage est organisé pour appuyer les délégués du personnel qui sont en réunion avec la direction pour négocier une augmentation de salaires, Philippe reçoit à l'usine, pendant la réunion et le débrayage, la notification ministérielle l'avisant que Durafour casse la décision de l'inspecteur et autorise la direction à le licencier.

Aussitôt le travail cesse totalement dans l'usine. Le soir même, les locaux sont occupés et les expéditions bloquées.

Dans les entreprises

La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement

La direction de la CGT veut imposer la ligne politique du PCF (2)

Quoiqu'en dise Séguy et ses comparses, la direction de la CGT veut imposer aux travailleurs la ligne politique du PCF. Les bonzes CGT (bien souvent membres du PCF) ne manquent pas une occasion pour faire de la propagande et appeler à voter pour le programme bourgeois de l'« Union de la gauche ». Comme exemple, nous avons aussi donné ceux du syndicat unique, et la préparation du 29e Congrès de la Fédération CGT des métaux, que nous continuons aujourd'hui. Voyons quelle est la base de recrutement des révisionnistes en fonction de leurs objectifs stratégiques, et leur propagande mensongère pour les élections de 1978.

Les axes du 29e Congrès de la Fédération CGT des métaux qui aura lieu en novembre — en plus du syndicat unique dont nous avons parlé hier — sont des points sur lesquels il y a une résistance auprès des masses, et sur lesquels nous — marxistes-léninistes — attaquons de toutes nos forces car ils représentent une soumission devant la dictature de la bourgeoisie.

— L'intégration du prix de la « Vie ouvrière » (hebdomadaire de la CGT qui propage à longueur de colonnes la ligne révisionniste) dans le prix du timbre, ce qui la rendrait ainsi obligatoire. Mais de l'aveu même des dirigeants de la confédération, c'est loin d'être un succès et même un échec. Cette résistance des masses à l'embrièvement révisionniste est une bonne chose.

— « La grille unique de l'OS à l'ingénieur ». D'après les révisionnistes, elle unifie ! Oui, sinon les bourgeois et les prolétaires ? Ces derniers ne marchent pas dans la combine, car les bonzes n'ont jamais pu — pendant

7 ans, depuis sa création — mobiliser les masses sur cette base de collaboration de classes.

— Les augmentations en pourcentage. Cela rejoint la même politique que précédemment et montre vers quelles couches les révisionnistes portent plus particulièrement leur attention.

— Les formes de lutte et la coordination des luttes. Sur ce dernier point, ces messieurs nous conseillent de coordonner nos luttes, mais dans la pratique ils sont les premiers à empêcher la liaison réelle des luttes, au sein d'une même corporation, comme entre corporations. Ils nous déclarent que la lutte actuelle doit porter sur l'application de la grille hiérarchique unique. Ils déclarent aussi que la lutte sera dure, mais que ce serait plus facile s'il y avait un gouvernement de gauche avec le Programme commun.

Cette ligne de conduite n'est évidemment pas spécifique à la seule métallurgie. Nous prendrons l'exemple de l'EDF-GDF où

l'orientation bourgeoise de la CGT est des plus nettes.

Ingénieurs, cadres, techniciens : base du recrutement des révisionnistes

Le 1er octobre, un camarade a participé à une réunion de militants de base et de dirigeants locaux et départementaux de la Fédération de la Sarthe CGT et GNC (CGT cadres) de « l'Électricité-Gaz de France » (EGF). Le rapport fédéral a été présenté et préparé par un permanent national CGT, par ailleurs membre de l'Union départementale de la Sarthe et candidat PCF aux élections cantonales à Brûlon (72). Encore un exemple de la prétendue indépendance de la CGT par rapport au PCF.

Il est intéressant de se pencher sur le contenu social des participants (une trentaine de personnes). Il n'y avait personne du collège CGT pour le secteur du « district électrique » et une seule personne pour le « district gaz ». On peut mieux apprécier ces chiffres et vers qui les révisionnistes axent leur travail, quand on sait que ces deux secteurs sont ouverts à 100 % (et votent à 96 % pour la CGT) et que là ils étaient absents.

Ce même esprit de la défense des ingénieurs, cadres, techniciens (ITC) est revenu sur le tapis lorsque le permanent en est venu aux revendications EDF pour 1976.

A savoir : 15 % d'augmentation (pour favoriser les ITC), plus le « contrat de progrès », modification de la grille unique ; ainsi que quelques mesures démagogiques pour ne pas se couper complètement de la base ouvrière : intégration de la prime de productivité dans le salaire, plus ce qu'ils appellent « le redressement prioritaire des basses et moyennes catégories » (c'est à dire la distribution de quelques miettes sous forme de points coefficients — un point : 11f), et une revendication « égalitariste » (1) 300 d'acompte provisionnel, pour tous !

Les augmentations en pourcentage sont en fait un véritable cheval de bataille des révisionnistes.

Cela est bien loin de se limiter au seul aspect économique ; mais trouve son fondement dans une ligne politique bien précise : c'est fondamentalement lié à l'objectif stratégique du PCF. Il s'agit pour le PCF, par CGT interposée, de gagner à lui le personnel d'encadrement, dans un premier temps pour venir au pouvoir par les élections, et ensuite s'appuyer sur eux pour imposer à la classe ouvrière sa dictature social-fasciste.

Dans le même ordre d'idée, c'est la rengaine sur les nationalisations dont Séguy, Marchais et leur clique ne cessent de nous rabattre les oreilles. Même dans une entreprise d'État comme l'EGF, le bonze de service a sorti ses litanies : « Nos nationalisations », « la braderie de nos industries au secteur privé », « l'atteinte à la notion de service public présentait ainsi la CGT et le PCF pour ce qu'ils sont : de parfaits défenseurs du système capitaliste. »

Propagande mensongère pour les élections de 78

Dans l'usine Ratier de Figeac (Lot), alors que 265 licenciements sont annoncés et que les ouvriers sont en grève pour s'y opposer, les responsables CGT démobilisent les travailleurs en parlant de lock-out, répandent des bruits « s'il y a une lutte dure l'usine sera fermée », refusent d'engager une lutte résolue. Dans un long communiqué publié dans la presse locale, « la Dépêche », au nom des sections syndicales CGT Ratier-Forest Figeac ils déclarent : « Seulement en tant qu'organisation syndicale, la CGT a opté pour le Programme commun de la gauche et on s'aperçoit aujourd'hui que si celui-ci était appliqué, les licenciements chez Ratier n'auraient pas lieu ! »

Qu'est-ce que cela veut dire sinon d'attendre 1978, une hypothétique victoire des bourgeois de « gauche » ! Qu'ils soient au pouvoir ou non, les travailleurs n'ont qu'une chose à faire : se battre contre tout licenciement et à l'heure actuelle combattre la propagande mystificatrice et démobilisatrice des révisionnistes du PCF et de la CGT.

(A suivre)



Depuis un an, les travailleurs de la Simax poursuivent la lutte. Sans cesse ils ont eu à affronter la direction — qui a porté plainte pour « entrave à la liberté du travail » ! —, les flics qui devaient intervenir dès le 28 octobre au soir, à 75, armés de mousquetons, pour expulser les orévistes,

etc. Ils tiennent bon cependant. La bourgeoisie a tout fait et fait tout pour les isoler, les entourer d'un épais mur de silence. A nous de populariser leur lutte et d'en impulser le soutien auprès des autres travailleurs, et en particulier auprès de ceux qui mènent aussi la lutte contre la répression.

nouvelles intérieures

Nouvelle confirmation du caractère trompeur des nationalisations

Après Ségué et Dassault lui-même voici que le député et grand patron Jean-Jacques Servan-Schreiber vient de réclamer la nationalisation de «Dassault» en disant que «ce ne serait pas une mauvaise affaire pour l'État.»

«Il a d'ailleurs ajouté que «lorsque une entreprise devient véritablement un monopole, on peut très bien poser le problème de la propriété publique de cette entreprise».

Voilà qui montre bien que les nationalisations n'effrayent nullement les capitalistes qui ont d'ailleurs inventé ce type de gestion. Les nationalisations en système capitaliste sont un moyen de faire peser tout le poids de la charge financière d'une entreprise sur le peuple tout en permettant au capital monopoleur de bénéficier prioritairement des services et des profits dégagés par cette entreprise. Poser le problème des nationalisations comme une solution pour renverser la bourgeoisie capitaliste n'est qu'une vaste mystification : sans destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie capitaliste et sans chasser la bourgeoisie toute entière de sa position dominante (qu'il s'agisse des capitalistes privés ou des bourgeois bureaucrates que sont les hauts fonctionnaires

et technocrates gérant de l'État et de ses entreprises.

Telle est la démarcation sur cette question entre révolutionnaires authentiques et révisionnistes. Et la publicité tapageuse faite autour des déclarations de Ségué et de Fiterman partisans au nom du PCF de nationalisations supplémentaires par rapport à celles prévues dans le «Programme commun» ne doit pas tromper, les divergences existant sur cette question au sein de la bourgeoisie ne sont pas des contradictions de fond. D'ailleurs dans sa déclaration J.J Servan-Schreiber reproche au PCF uniquement le nombre des nationalisations prévues.

Non les nationalisations ne sont pas elles-mêmes un moyen de chasser la bourgeoisie exploiteuse du pouvoir tout au plus elles permettent à la bourgeoisie bureaucratique d'étendre son pouvoir et de concentrer dans ses mains l'essentiel de la production comme c'est le cas en Union soviétique aujourd'hui.

Ce que nous marxistes-léninistes nous voulons faire c'est conduire le prolétariat et les masses populaires au renversement de l'État capitaliste et à l'instauration de la dictature du prolétariat, condition politique de la socialisation des moyens de production.

Foyers Sonacotra en grève

La lutte continue le soutien aussi

Après le succès du rassemblement de samedi dernier, l'enthousiasme et la détermination, ainsi que les nombreuses et patientes explications politiques ou économiques, vont permettre aux grévistes dans les foyers de mobiliser d'autres camarades. Améliorer encore le rapport de forces, cela dépend aussi du soutien qui, si on en juge au rassemblement, n'a pas faibli, au contraire. C'est la tâche des communistes marxistes-léninistes d'être à la tête de ce travail pour unir et organiser la classe ouvrière, s'aguerir et se tremper dans le feu de la lutte de classe contre le pouvoir, les traîtres révisionnistes et leurs laquais, renforcer sans cesse les rangs des communistes marxistes-léninistes par du sang neuf prolétarien. Il faut poursuivre la popularisation de la grève au moyen de l'agitation-propagande,

de la souscription de masse, des signatures de la pétition au Conseil d'État, de la lutte syndicale et en favorisant la création ou en renforçant des comités de soutien sous la direction du comité de résidents local et du comité de coordination. Nous faisons nôtres ces extraits du message du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France adressé au rassemblement de samedi :

« Vos objectifs de lutte, nous les avons faits nôtres intégralement. Mais ce meeting c'est avant tout le résultat de la persévérance et de la ténacité de milliers d'ouvriers immigrés, à l'intérieur des foyers, qui ont compté avant tout sur leurs propres forces et leurs propres efforts pour engager et poursuivre la grève dans des conditions difficiles... »

« Non seulement vous avez osé affronter ces tra-

tres au communisme et à la classe ouvrière que sont les dirigeants du PCF, mais encore vous les démasquez faits à l'appui et ne craignez pas de dire la vérité à ce sujet. Certains qui se prétendent vos amis ont peur de cette vérité, parce qu'ils veulent continuer à tromper les masses populaires. Pour toutes ces raisons vous méritez l'estime et le soutien de tous les travailleurs... »

« Nous appelons tous les travailleurs de France, français et immigrés, à développer concrètement le soutien à votre grève jusqu'à la victoire contre la Sonacotra, le pouvoir capitaliste et tous ceux qui le servent. »

« Non aux foyers prisons, aux foyers cercueils ! »

« Vive le comité de coordination ! »

« Retour des délégués expulsés ! »

« Vive la grève des foyers ! »

« Français, immigrés, une seule classe ouvrière ! »

UN EXEMPLE A SUIVRE

Nous avons reçu la lettre suivante d'une section syndicale de l'usine SABLE à Pantin, qui témoigne d'une juste conception prolétarienne du soutien que nous devons apporter à nos frères de classe immigrés.

Camarades de l'Humanité rouge, la section CFDT SABLE soutient sans réserve les travailleurs en grève des foyers contre la Sonacotra, nous soutenons leur lutte contre l'exploitation des dirigeants de cette officine capitaliste. La section, ayant participé (avec des travailleurs immigrés de l'entreprise) à la manifestation organisée par le comité de coordination, nous participerons au meeting du 23 octobre 76 (et à la manifestation de l'après-midi, avec une banderole «Travailleurs français et immigrés, même patron, même combat !») en plus petit : «Vive la lutte des travailleurs Sonacotra».

La section, dans l'entreprise, a appelé au meeting de samedi (affichage, situation des Sonacotra, appel au meeting, avec programme, signature de la pétition, discussion avec les travailleurs immigrés).

La section CGT se fout du conflit. Nous déplorons que la fédé CFDT ne prenne pas clairement et objectivement position sur la lutte des Sonacotra : nous considérons que cette lutte est exemplaire, et qu'elle doit servir d'exemple aux travailleurs français.

La section syndicale CFDT SABLE



JUAN CARLOS LE MAL VENU

Juan Carlos, successeur du tortionnaire Franco est reçu à Paris en grande pompe par Giscard d'Estaing. Cela treize mois après l'exécution de cinq militants antifascistes,

lors de laquelle Giscard avait mis en évidence sa collusion avec le régime fasciste agonisant.

L'Europe, tel fut le thé-

me central du discours de Juan Carlos, en insistant sur le renforcement de la coopération franco-espagnole. Si les peuples de France et d'Espagne ont besoin de resserrer leurs liens, ils ne peuvent nullement se reconnaître en Giscard et en Juan Carlos qui sont des oppresseurs, mais dans leurs luttes communes pour l'émancipation.

La police française est sur les dents pour assurer la sécurité du roitelet. Ainsi mercredi, ce sont de nouveau deux réfugiés politiques espagnols qui — après avoir été arrêtés lundi à Anglet (64) — étaient présentés au parquet de Bayonne et assignés à résidence à l'île d'Yeu (Vendée). La bourgeoisie française connaît bien la haine antifasciste des masses populaires de France qui n'acceptent pas que l'héritier de Franco vienne parler au nom des peuples d'Espagne. Mardi, un communiqué de la présidence de la République, en fin d'après-midi, annonce que le

roi Juan Carlos d'Espagne ne visitera pas, le jeudi 28 octobre, l'École polytechnique de Palaiseau, comme cela était prévu dans le programme initial de la visite officielle du «souverain» espagnol.

Le communiqué de la présidence déclare que «le régime des études à l'école polytechnique et notamment les horaires d'enseignement font actuellement l'objet de critiques des élèves. Devant certaines manifestations de ces critiques, des sanctions ont été prises par le commandement de l'école».

Autant dire que la «présidence a peur que les polytechniciens ajoutent à leurs critiques, celle de la dictature fasciste qui subsiste toujours en Espagne et réservent au «souverain» un accueil plutôt hostile.

Même dans ce berceau de futurs dirigeants bourgeois, on n'aime pas l'héritier du fascisme.



Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

Barrage de Naussac (Lozère)

EVACUATION PAR LA POLICE DES MANIFESTANTS QUI OCCUPAIENT LE TERRAIN

Cinquante personnes appartenant au Comité de défense de la vallée de Naussac (Lozère), qui occupaient le terrain prévu pour la construction d'un barrage, ont été expulsés mercredi soir par des gendarmes mobiles.

Le Comité de défense a affirmé que les manifestants avaient été contrôlés et menacés pour certains d'entre eux. L'un d'eux a été obligé de détruire l'un des abris bâtis par les occupants sur le terrain.

Depuis plusieurs jours, quelques dizaines de personnes, parmi lesquelles des agriculteurs dont les terres vont être noyées pour permettre la construction de l'édifice, occupaient le site choisi pour l'édification du barrage, y construisant même des abris.

Cette opération visait à protester contre la construction du barrage dont les travaux préliminaires vont débuter dans les jours qui viennent. La retenue d'eau, de 190 millions de mètres cubes d'eau, s'étendra sur plus de 1 000 hectares, noyant le village de Naussac et plusieurs hameaux sur le territoire desquels se trouvent une soixantaine d'exploitations agricoles. Le système capitaliste veut imposer sa loi en expulsant les habitants, ceux-ci ont déjà prouvé par le passé qu'ils sauront poursuivre leur légitime combat.

Le Comité d'action des prisonniers dénonce : «UN DÉTENU DE FLEURY-MÉROGIS AU "MITARD"»

Le Comité d'action des prisonniers fait état dans un communiqué de la mise «au mitard» début octobre et pour un mois à Fleury-Mérogis de Jean-Louis Lascoux, 19 ans, qui «était monté sur la façade du département 3 de la prison de Fleury-Mérogis pour attirer l'attention sur l'arbitraire du juge d'instruction qui lui refuse ainsi qu'à ses camarades la liberté».

Le CAP proteste «une fois de plus contre la possibilité laissée aux directeurs de prisons, par les tribunaux intérieurs que sont les prétoires, de créer ces prisons dans la prison que sont les mitards». Le comité précise que Jean-Louis Lascoux avait précédemment «fait du mitard pour sa participation à une manifestation non-violente contre la peine de mort, le 29 juillet, à l'occasion de l'exécution de Christian Ranucci».

Editorial du "Renmin Ribao", du "Hongqi", et du "Jiefangjun bao"

UNE GRANDE VICTOIRE HISTORIQUE

Le «Renmin Ribao», le «Hongqi» et le «Jiefangjun bao» ont publié le 25 octobre un éditorial intitulé «Une grande victoire historique». En voici le texte intégral :

Le drapeau rouge flotte sur notre immense territoire, la joie se lit sur le visage des 800 millions de Chinois. Ces derniers jours, notre peuple a participé, par centaines de millions d'hommes, à de grandioses manifestations dans toutes les régions du pays ; à Pékin, la capitale, un million de militaires et civils se sont réunis hier en un solennel meeting afin de saluer chaleureusement la nomination du camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de président du CC du PCC et de président de la commission militaire du CC du PCC, de célébrer chaleureusement la grande victoire que constitue l'écrasement du complot de la clique antiparti Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing, Yao Wen-yuan visant à usurper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat, et de condamner avec indignation les crimes monstrueux de cette «bande des quatre». Tout le parti, toute l'armée et le peuple de nos différentes nationalités sont décidés à s'unir toujours plus étroitement autour du Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng, à accomplir la volonté du président Mao pour mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire du prolétariat.

Le camarade Houa Kouo-feng est le continuateur que le président Mao, notre grand dirigeant, avait lui-même choisi et désigné. En effet, en avril 1976, le président Mao avait proposé que le camarade Houa Kouo-feng assume les fonctions de premier vice-président du CC du PCC et de premier ministre du Conseil des affaires d'Etat. Le 30 avril, le président Mao écrivait de sa main au camarade Houa Kouo-feng :

«C'est toi qui diriges les affaires, alors je suis tranquille.»

Conformément aux dispositions que le président Mao avait prises de son vivant, le CC du PCC a adopté le 7 octobre 1976 une résolution nommant le camarade Houa Kouo-feng président du CC du PCC et président de la commission militaire du CC du PCC. Cela traduit le vœu commun de tout notre parti, de toute notre armée et de tout notre peuple, et constitue une grande victoire dans l'écrasement du complot de la «bande des quatre» visant à usurper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat, un événement des plus réjouissants et d'une grande portée historique. Avec la nomination comme dirigeant de notre parti du camarade Houa Kouo-feng — en qui le président Mao avait toute confiance et qui jouit de l'attachement très sincère de tout notre peuple — notre parti et notre Etat se sont donné un timonier sur lequel

ils peuvent compter pour poursuivre leur victorieuse marche en avant à la lumière de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao.

Le Comité central du parti, avec à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, a écrasé le complot de restauration contre-révolutionnaire tramé par la «bande des quatre», écartant ainsi un grave fléau qui menaçait notre parti. Cela fait longtemps que Wang, Tchang, Kiang et Yao, associés en une «bande des quatre», se livraient à des activités sectaires visant à diviser le parti. Le président Mao, notre grand dirigeant, s'en était aperçu très tôt et à maintes reprises, il leur avait adressé des critiques sévères et s'était efforcé de les éduquer ; il avait, en outre, pris des dispositions en vue d'apporter une solution à leur cas. Le 17 juillet 1974, il les critiquait en ces termes :

«Prenez garde ! Ne formez pas une petite secte à quatre !»

Le 24 décembre, le président Mao les avait critiqués une fois de plus en disant :

«Ne formez pas de secte, sinon vous allez tomber.»

En novembre et en décembre de la même année, à l'époque où, au niveau des autorités centrales, on s'apprêtait à convoquer la 4e Assemblée populaire nationale, le président Mao indiqua :

«Kiang Tsing a de l'ambition, ce qu'elle veut, c'est que Wang Hong-wen soit président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et qu'elle-même soit présidente du parti.»

Le 3 mai 1975, le président Mao réitéra, à une réunion du Bureau politique du Comité central, les trois principes fondamentaux sur ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, et formula cette mise en garde à l'adresse de Wang, Tchang, Kiang, Yao :

«Il faut pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer intrigues et complots ; ne formez pas une bande à quatre, ne faites plus cela ; mais pourquoi continuez-vous toujours ?»

Le même jour, le président Mao donna une autre directive, disant à propos de leur cas :

«Si l'on ne peut le régler pendant le premier semestre, ce sera pour le second semestre ; si l'on ne peut le régler cette année, ce sera pour l'année prochaine ; et si l'on ne peut le régler l'année prochaine, ce sera pour l'année d'après.»

Aux critiques du président Mao et aux efforts qu'il fit pour les éduquer, la «bande des quatre» opposa une attitude de contre-révolutionnaire à double face, les acceptant en apparence pour s'y opposer dans les faits ; n'ayant pas le moindre désir de repentir, elle a continué de plus belle et s'est enfoncée toujours plus loin dans sa voie erronée. Tandis que le président Mao était gravement malade et, par la suite, après son décès, ils ont lancé avec une frénésie croissante des attaques contre le parti, impatients qu'ils étaient d'usurper le pouvoir suprême au sein du parti et de l'Etat, de sorte que nous étions placés devant le grave danger de voir notre

lassablement sur ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, dénaturé comme bon lui semble le marxisme, le léninisme, la pensée-mao-tsétoung, tronqués des directives du président Mao, combattu sa ligne révolutionnaire prolétarienne sur une série de questions, tant intérieures qu'internationales, et pratiqué le révisionnisme en arborant l'enseignement du marxisme. En étroite connivence, ils se livraient à des activités criminelles visant à diviser le parti, suivaient leur propre cours, avaient formé leur propre système au sein du parti ; ils agissaient à leur gré, se conduisaient en despotes et se plaçaient au-dessus du président Mao et du Comité central du parti.

secrets du parti et de l'Etat et pratiquaient sans retenue le capitulationnisme et la trahison nationale. La ligne qu'ils avaient mise en œuvre par tous les moyens est une ligne révisionniste contre-révolutionnaire, une ligne d'extrême-droite. Le président Mao avait indiqué :

«On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or elle existe dans le Parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie.»

Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan sont précisément des représentants typiques de la bourgeoisie au sein

d'écarter un fléau qui la menaçait et au peuple d'exprimer librement sa colère ; le parti, l'armée, le peuple s'en réjouissent au plus haut point. C'est là une grandiose concrétisation de la théorie magistrale du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et elle est d'une importante signification actuelle aussi bien que d'une profonde portée historique dans nos efforts visant à maintenir la ligne fondamentale du parti, combattre et prévenir le révisionnisme, consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme, édifier le socialisme ; dans nos efforts pour rester fidèles aux principes de

Faisant le bilan de l'expérience que notre parti a acquise dans les dix luttes entre les deux lignes, le président Mao indiquait : «La ligne idéologique et politique est déterminante en tout» et il formula ces trois principes fondamentaux :

«Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer intrigues et complots.»

C'est le critère qui nous permet de distinguer entre ligne juste et ligne erronée, l'arme acérée grâce à laquelle nous pouvons identifier la bourgeoisie au sein du parti. Toute l'histoire de notre parti a prouvé ceci : si ces trois principes sont fermement appliqués, notre parti peut marcher du même pas, jouir du soutien sincère des larges masses populaires et former avec elles une gigantesque armée révolutionnaire ; notre cause révolutionnaire connaît alors un vif essor. Quiconque enfreint ces trois principes trahit la cause révolutionnaire du prolétariat et va à l'encontre des intérêts fondamentaux du parti et du peuple, s'aliène alors inévitablement le soutien populaire et se déshonore. Dans le passé, à dix reprises, les chefs des lignes opportunistes ont travaillé à la scission, et, à dix reprises, ils ont échoué. Cette fois-ci, c'est la «bande des quatre», la clique antiparti Wang - Tchang - Kiang - Yao, qui a pratiqué le révisionnisme, travaillé à la scission, tramé intrigues et complots, tenté d'usurper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat ; elle s'est ainsi aliéné tout soutien populaire et a été reléguée dans un isolement extrême ; son sort a été tout aussi honteux. L'expérience historique a maintes fois prouvé qu'il n'est pas si facile de détruire ce parti qui est le nôtre. Notre parti est bien ce parti que le président Mao a lui-même fondé, forgé et éduqué, un parti marxiste-léniniste qui a atteint la maturité politique, un grand, glorieux et juste parti.

En acclamant la grande victoire historique que notre parti a remportée, tout notre parti, toute notre armée et le peuple de toutes nos nationalités sont résolus, sous la direction du Comité central du parti avec à sa tête le président Houa Kouo-feng, à lever haut le grand drapeau rouge du marxisme, du léninisme, de la pensée-mao-tsétoung, à axer invariablement tout notre travail sur la lutte de classes, à maintenir fermement la ligne fondamentale du parti, à persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Nous devons dénoncer tous les crimes monstrueux de la clique antiparti Wang - Tchang - Kiang -

Yao, critiquer à fond sa ligne révisionniste contre-révolutionnaire et liquider son influence pernicieuse. Nous devons faire une stricte distinction entre les deux types de contradictions de nature différente et leur apporter une juste solution, appliquer effectivement les principes du président Mao.

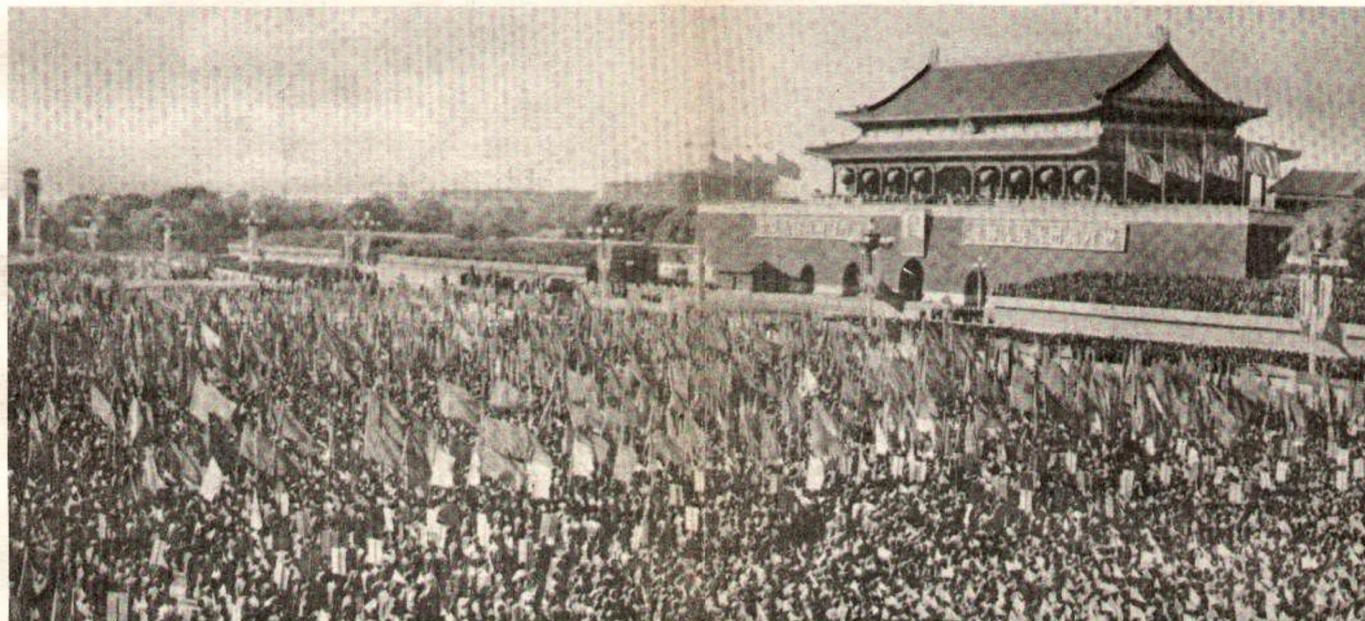
«Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme.»

«Eduquer le plus grand nombre et réduire ainsi la cible de l'attaque» afin d'unir tous ceux qui peuvent être unis ; nous devons continuer à critiquer Teng Siao-ping, et à riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes. Nous devons soutenir avec enthousiasme les réalités nouvelles du socialisme, restreindre volontairement le droit bourgeois, consolider et développer les conquêtes de la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Nous devons : «Faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre», édifier le socialisme selon les principes : déployer tous ses efforts ; aller toujours de l'avant ; quantité, rapidité, qualité et économie, tout cela afin de développer une situation déjà excellente.

Avec l'élimination des «quatre fléaux», notre parti est devenu plus uni, plus ferme et plus dynamique que jamais, et notre dictature du prolétariat, plus solide que jamais. Les masses populaires sont pleines de dynamisme et de combativité ; le vaste territoire de notre patrie offre un spectacle magnifique.

«Une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain» se crée chez nous. Avec un grand Parti, une grande armée, un grand peuple comme les nôtres, aucune difficulté ne peut entraver notre marche victorieuse en avant. Sous la direction du Comité central du parti, avec à sa tête le président Houa kouo-feng, nous continuerons à faire progresser la révolution socialiste selon la ligne et les mesures politiques définies par le président Mao, et suivant le programme grandiose qu'il a avancé, nous réaliserons complètement, avant la fin du siècle, la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technique, pour que notre pays devienne un Etat socialiste puissant, afin d'apporter une plus grande contribution à l'humanité, et de lutter pour réaliser finalement le communisme.



parti dégénérer en un parti révisionniste et notre Etat changer de nature. Alors que la révolution chinoise se trouvait à un moment crucial, c'est en incarnant les intérêts fondamentaux et le vœu commun de tout le parti, de toute l'armée et de tout le peuple et avec la force de volonté propre au prolétariat que le Comité central du parti ayant à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, a appliqué sans hésitation à la «bande des quatre», cette clique antiparti, les mesures qui s'imposaient, brisé leur complot visant à usurper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat, sauvé la révolution et le parti, et remporté une victoire décisive dans la riposte du prolétariat aux assauts de la bourgeoisie.

La «bande des quatre» était source de calamités pour la nation et le peuple, ses crimes sont monstrueux. Elle a complètement trahi les principes fondamentaux que le président Mao nous avait enseignés in-

Ils tramaient fébrilement intrigues et complots, s'ingéraient dans tous les domaines, tenaient des propos incendiaires, entravaient la ligne révolutionnaire du président Mao et ses dispositions stratégiques, sapèrent la révolution socialiste et sabotaient l'édification du socialisme. Ils créaient la confusion entre ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, fabriquaient des rumeurs mensongères, créaient par tous les moyens un courant d'opinion contre-révolutionnaire, forgeaient des chefs d'accusation et collaient des des étiquettes sans aucune justification, et cela dans l'intention de jeter à bas, à l'échelon central comme à l'échelon local, un bon nombre de camarades responsables du parti, du gouvernement et de l'armée, et d'usurper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat. Ils vouaient un culte à tout ce qui est étranger, étaient d'intelligence avec l'étranger, avaient vendu d'importants

du parti, des responsables irréductiblement engagés dans la voie capitaliste et toujours en train de marcher dans cette voie, une bande de conspirateurs et d'arrivistes bourgeois.

La lutte que nous avons menée contre la «bande des quatre» est un combat à mort entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes. En formant une caste qui poursuivait ses intérêts privés et en cherchant à usurper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat, la «bande des quatre» visait à altérer, dans son essence même, la nature prolétarienne de notre parti, à tronquer sa ligne fondamentale pour toute la période historique du socialisme et à restaurer le capitalisme en Chine. Si leur complot avait réussi, le peuple chinois aurait été plongé dans de profonds malheurs. L'écrasement de cette clique antiparti a permis au parti de se débarrasser de cette vermine, à la nation

l'internationalisme prolétarien, appliquer résolument la ligne politique révolutionnaire du président Mao pour les affaires étrangères. C'est là une grandiose victoire de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, une magnifique victoire de la pensée-mao-tsétoung.

Le président Mao indiqua en 1971 :

«Notre parti a déjà 50 ans d'histoire et a connu à dix reprises d'importantes luttes entre les deux lignes. Au cours de ces luttes, des gens ont voulu diviser notre parti, mais ils ont tous échoué. Ce problème vaut la peine qu'on l'étudie. Qu'un pays aussi grand que le nôtre avec une population aussi nombreuse n'ait pas donné prise à la scission, on ne peut qu'en conclure que notre peuple, notre parti et les membres de notre parti ne veulent pas de la scission. Un regard sur l'histoire nous montre que ce parti qui est le nôtre a de l'avenir.»



Chomage

LES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE

L'ANPE a donné récemment les résultats des statistiques de septembre, qui comme on pouvait le prévoir d'après les demandes insistantes du gouvernement, vont dans le sens d'une amélioration de la situation de l'emploi. Elles insistent notamment sur le fait que le nombre de dossiers « en instance » à la fin du mois de septembre (28 118) est inférieur de 22,9 % à celui de septembre 75 (36 487). De même

le « Groupement régional des Assedic de la région parisienne (GARP) précise dans son bulletin mensuel que le nombre des premiers paiements effectués (11 811) est inférieur de 25,5 % à celui de septembre 1975 (15 855) et de 12 % à celui du mois précédent.

En examinant ces résultats de façon plus attentive on fait les constatations suivantes. Tout d'abord ces chiffres tendant à faire penser que le chômage est peut-

être en train de baisser, alors que même s'ils étaient vrais ils ne prouveraient qu'une chose : une augmentation moins rapide des dossiers « en instance » et des « premiers paiements Assedic », c'est-à-dire des nouveaux chômeurs qu'un an auparavant. Par contre le « GARP » est obligé de reconnaître que ce qu'il appelle le « stock des bénéficiaires des allocations spéciales » est en augmentation de 2,7 % sur celui du mois d'août 1975 bien

qu'il ait baissé de 1,1 % en un mois (il est de 87 002 actuellement).

Ainsi les chiffres en baisse ne signifient pas du tout qu'il y a moins de chômeurs et de demandeurs d'emplois.

En fait il y a davantage de chômage mais aussi de plus en plus de chômeurs à qui conformément aux recommandations de Barre et Beullac, c'est-à-dire du gouvernement qui gère actuellement le capitalisme, on ne reconnaît pas leurs droits.

Ceci est prouvé par la lecture attentive et détaillée des mêmes statistiques : si le nombre de dossiers « en instance » a diminué ainsi que les « premiers paiements Assedic » par contre le nombre de dossiers déposés est en augmentation nette : 28 367 en septembre au lieu de 19 260 en août ; simplement il y a eu un nombre important de dossiers rejetés ou laissés sans suite : 8 257 en septembre au lieu de 5 511 en août.

La bourgeoisie peut être satisfaite de l'obéissance de ses serviteurs ! L'ANPE trique bien les chiffres comme elle le lui demande.



Les files d'attente devant les bureaux d'embauche ou les ANPE, une réalité quotidienne pour des milliers de chômeurs.

UN TEXTE IMPORTANT A ETUDIER

Enver Hoxha

Enver Hoxha

la grande divergence

le parti du travail d'albanie face au révisionnisme khrouchtchévien

1960

nbe

Publication en français aux éditions NBE du tome 19 des Œuvres d'Enver Hoxha, portant sur la période de la scission du MCI.

Vous pouvez vous le procurer dans les librairies :

— « Les Herbes sauvages », 70, rue de Belleville, Paris-20e
— « La Force du livre », 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon

et par correspondance à :

NBE — BP 97 75662 Paris cedex 14

L'exemplaire : 37 F.

Droit au travail pour tous

Le pétrole qui s'est échappé des cuves du pétrolier Boehlen coulé au large de l'île de Sein récemment a été charrié par la grande marée et malgré le déclenchement du plan Polmar (pollution maritime), il s'étale maintenant sur un km dans la baie des Trépassés et sur 3 km à Plohinec. Pour essayer de continuer sur la voie de « l'opération paille » de cet été et « réconcilier » l'armée « avec la nation » en la mettant soi-disant au service de la population, l'État-major a décidé de faire nettoyer le mazout par le contingent. Trente-cinq hommes armés de pelles et de poubelles essaient en vain de nettoyer l'île de Sein, 200 soldats doivent intervenir en baie d'Audierne, de Douarnenez et dans la baie de Brest afin de nettoyer les plages.

Mais ces militaires travaillent gratuitement alors que des chômeurs cherchent du travail... payé bien sûr. C'est ce qu'a souligné le comité de chômeurs de Quimper qui a demandé à la préfecture de faire remplacer immédiatement les militaires par des chômeurs. La préfecture a accepté après discussion qu'une liste de candidature soit ouverte à la direction de la main-d'œuvre, mais n'a donné aucune garantie sur les conditions d'embauche et la poursuite des allocations de chômage à l'issue du contrat dont la durée ne dépasserait pas huit jours. Ce n'est évidemment pas des contrats à durée limitée qu'il faut demander en priorité, mais cette action du comité de chômeurs de Quimper souligne une exigence de la classe ouvrière : du travail pour tous ! et montre pour ceux qui en douteraient que le pouvoir ne s'en soucie guère !

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

UN CAMARADE NOUS A QUITTE

Notre camarade Alain Bouyer est décédé à St-Julien dans le Haut Var des suites d'une grave maladie, le jeudi 21 octobre. Il a été inhumé dans la matinée du samedi 23 octobre à St-Raphaël dans le Var. Il était membre de la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France du Var depuis plusieurs années. Toute sa vie de militant a été axée sur la victoire de l'idéologie communiste de la dictature du prolétariat.

Après un voyage en Chine en 1974 il avait à cœur de faire connaître un authentique pays socialiste, de développer l'amitié entre les peuples français et chinois, de renforcer l'internationalisme prolétarien. Alain implanta le mouvement marxiste-léniniste dans le Var dans des conditions parfois très difficiles. Dans ses liens avec les camarades, les sympathisants et les masses il agissait toujours avec franchise et droiture en rejetant tout sectarisme et dogmatisme.

Il faut maintenant faire ce que désirait notre camarade, mener la lutte de classes jusqu'au bout, jusqu'à la victoire de la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme dans notre pays.

Camarade Alain, en combattant le révisionnisme du faux PC, en dénonçant tous les ennemis du prolétariat, en dénonçant l'hégémonie des deux superpuissances, USA et URSS, tu as montré que le marxisme-léninisme ne mourra jamais et vaincra ! Tu as osé lutter, tu as osé vaincre, le combat continue.

La cellule du Parti communiste marxiste-léniniste du Var.

Rappel de l'administration à propos de la présence en kiosque

Dans le but d'alléger le travail de l'administration et de gagner en rapidité, nous vous communiquons la marche à suivre pour installer de nouveaux kiosques en province et en banlieue.

Il faut :

— soit contacter le kiosquiste pour qu'il demande au dépositaire NMPP de la ville de lui livrer le quotidien.

— soit aller voir le dépositaire de la ville et lui demander de mettre le quotidien dans tel ou tel kiosque (pour connaître l'adres-

se du dépositaire, il suffit de le demander à n'importe quel kiosquiste qui le connaît sûrement). Dans le cas où le dépositaire n'est pas livré en Humanité rouge, nous écrire pour que nous l'installions.

Par ailleurs nous rappelons que comme les kiosquistes peuvent supprimer la présence du quotidien sur leurs points de vente, il est bon de contrôler de temps en temps la présence du quotidien, ainsi que le nombre d'exemplaires et de nous avertir de tout ce qui ne va pas.

TOULOUSE

Le comité permanent d'action pour la Palestine, soutenu par le CLAI (Comité de liaison anti-impérialiste), le MIL, les marxistes-léninistes de l'HR, et la GOP, organisent 6 heures sur la Palestine, le samedi 6 novembre au Palais des sports (Toulouse), et invitent la population toulousaine à se rendre massivement à ce meeting.

Communiqué de la rédaction

Un certain nombre de lecteurs ont déjà répondu à notre appel concernant la série que nous préparons sur la question du logement. Les articles et témoignages que nous avons reçus vont permettre d'ores et déjà de lui donner quelque consistance.

Mais ce n'est pas encore suffisant, notamment sur les luttes et l'attitude de la CNL, sur le rôle des OPHLM, leurs liens avec les sociétés de chauffe et autres, sur la politique de logement des municipalités révisionnistes, etc.

D'autre part nous attendons courant novembre une

contribution importante sur le thème des charges de chauffage et des expériences de lutte dans ce domaine. Nous avons donc pris la décision de repousser la parution de la série sur le logement au mois de novembre. Nous espérons recevoir d'ici là un courrier encore plus conséquent. Lecteurs à vos plumes !

COMMUNIQUÉ

Etant donné les jours fériés du 1er et du 11 novembre, les numéros de l'Humanité rouge datés du 2 et du 12 novembre ne pourront paraître.



Viticulture

Le gros négociant Ramel fait inculper Michel Romain dirigeant du CAV

Le magnat du vin Ramel n'a rien trouvé de mieux que de faire inculper Michel Romain, dirigeant du CAV, et porte-parole du CRAV. Pour cela, il a tout simplement inventé une soi-disant communication entre lui et M. Romain la nuit précédente les événements de Montredon. Ramel, aurait été menacé de mort, si les deux viticulteurs arrêtés de la région de Narbonne (qui étaient soupçonnés d'avoir participé à l'action de masse contre les établissements Ramel) n'étaient pas relâchés immédiatement. Ramel devient assurément un fin

psychologue manipulateur. Nous pouvons lui conseiller de se lancer dans la mise en scène, après la mise en bouteille ! Pour le moment, les viticulteurs attendent la décision du juge d'instruction de Bourg-en-Bresse ; non sans agir.

Plusieurs centaines de viticulteurs s'étaient en effet mobilisés devant le Palais du travail à l'appel du CRAV, pendant l'audition de Michel Romain au palais de justice. Il est sûr que la mobilisation autour de Michel Romain fera réfléchir la « justice ».

Les capitalistes du vin sont inquiets devant la lutte résolue des masses viticoles. Cette machination contre un responsable, représentant les petits viticulteurs audois n'est sans doute pas un hasard.

Correspondant HR

Solidarité avec la famille d'Émile Pouytes

Le Comité régional d'action viticole a décidé de constituer un fonds de solidarité au bénéfice de la famille d'Émile Pouytes, petit viticulteur de l'Hérault, assassiné par les forces de l'ordre capitaliste à Montredon. Ce fonds a été constitué à partir de contributions de viticulteurs en cave coopératives, par prélèvement sur leurs apports.

RECTIFICATIF

A propos de l'article du «Cri» sur la situation viticole, nos camarades ayant rédigé cet article nous écrivent cette note pour rectifier un point.

Nous vous signalons une petite erreur dont nous sommes responsables, dans l'article «Quelle issue pour la viticulture».

En effet, dans la note (1) de cet article, nous dénonçons le journal «Sud», qui n'hésitait pas à parler de début d'autogestion en agriculture à propos de l'accord sur l'interprofession intervenu au début de l'année (voir HR du 20 octobre 1976) ; notre point de vue sur ce journal reste le même, mais en réalité l'article provenait de la plume d'un éminent membre du PS, dans ce journal qui déclarait à ce sujet que «les viticulteurs s'engageaient dans la voie du socialisme authentiquement autogestionnaire».

Evidemment, ce journal s'est fait un plaisir d'offrir ses colonnes à ce représentant de l'Union de la gauche, et ne peut qu'approuver les propos du plumitif du PS, puisqu'ils n'ont pas jugé utile de faire le moindre commentaire.

SGS (Rennes)

La pratique patronale de l'embauche sous contrat temporaire

La SGS embauche... Oui, mais elle ne fait pas qu'embaucher :

«Mademoiselle... Vous n'arrivez pas à faire le rendement». Renvoyée en plein après-midi au bout de quelques jours ! «Vous n'avez pas une assez bonne vue... On ne vous garde pas». Renvoyée au bout de 15 jours ! «Nous avons appris que vous venez de Citroën... On ne vous prend pas».

C'est prendre les travailleurs pour moins que rien ! On leur laisse croire qu'ils sont embauchés, que c'en est fini du chômage, des journées d'attente au bureau d'embauche, des démarches, des refus ! Et puis c'est la porte de nouveau le chômage parce que monsieur le patron n'est pas satisfait. C'est tout de suite le rendement ou la porte. Pas question non plus bien sûr de leur proposer un autre poste.

Ce qu'il faut au patron de la SGS, c'est bien cela :

— Des filles tout de suite rentables qui ont une excellente vue. Pour ne pas avoir à les changer de poste : quand leur vue baissera on les foutra à la porte puisqu'elles sont embauchées sous contrat de 6 mois !

— Des filles bien dociles, prêtes à accepter l'exploitation sans broncher. Surtout pas de celles qui réclament le droit de vivre dignement de leur travail. Pour éliminer celles-là de leurs usines, les patrons se donnent la main entre eux : c'est ainsi qu'une fille venant de Citroën, n'a pas été embauchée à la SGS : les patrons s'étaient renseignés entre eux !

Les patrons de la SGS profitent du chômage pour accentuer l'exploitation des ouvrières. Il y a 9 000 chômeurs à Rennes. Pour bien des familles, chaque semaine

de plus sans travail rapproche un peu plus de la saisie, ou même de l'expulsion, et en tout cas aggrave encore un peu plus la misère. Mais pour Dadou et ses congénères : le chômage, c'est une aubaine. Il peut se permettre de n'embaucher que pour 6 mois sachant que les chômeurs sont bien obligés d'accepter.

Et il peut trier les plus rentables et les plus dociles. Ainsi il espère gagner sur tous les tableaux.

Il se réserve le droit de licencier «en douceur» en fin de contrat.

Il espère diviser les ouvrières entre elles : les chefs ne manqueront pas de faire croire, pour endormir tout le monde, qu'en cas de menace sur l'emploi les anciennes seront «à l'abri», puisque ce sont les nouvelles embauchées sous contrat qui sauteront les premières.

Pour les ouvrières sous contrat temporaire, c'est le chantage permanent : pas question de se syndiquer, pas de grève, faites votre boulot sans discuter, acceptez d'esquinter vos yeux sinon pas de renouvellement de contrat.

C'est à tous les ouvriers et ouvrières de déjouer ces manœuvres des patrons et de défendre tous ensemble les droits conquis ; d'exiger tous ensemble : le droit à un emploi stable pour tous ; l'embauche définitive des ouvrières sous contrat et pour les ouvrières à l'essai : la diminution des rendements, l'affectation à un autre poste dans l'usine pour celles qui ne peuvent pas rester au binoculaire. Ce ne sont pas les ouvrières qui doivent être choisies en fonction des machines mais l'inverse.

Enseignement

Un professeur nous rapporte les réflexions de ses élèves

A propos des affiches chinoises

Professeur de français dans des classes de 4e et 6e, dans une petite ville très ouvrière du Nord, j'ai donné comme exercice en classe, la description d'une affiche chinoise, sans aucune discussion préalable.

Les élèves de 6e, devant une affiche de peintres-paysans (scène dans un champ de blé où paysans et soldats sont réunis autour d'enfants qui dansent) ont été frappés par la présence des soldats «qui sont venus aider les paysans», «qui n'ont pas l'air en guerre car ils sont très joyeux» et surtout, de façon unanime, par l'impression de bonheur et d'abondance qui se dégage de l'affiche. A tel point que l'un d'entre eux écrit : «Comme j'aurais aimé être avec eux !» et, c'est l'affiche qui est restée sur les murs de la classe, à leur demande.

Quant aux élèves de 4e, devant une affiche exaltant le travail des Chinois pour l'édification du socialisme à travers l'image de la construction d'une route en haute montagne, ils ont très bien senti l'importance du travail collectif où la présence des femmes a été soulignée par tous, la faiblesse des moyens mais l'énergie des travailleurs, et surtout

l'attention apportée à leur protection. Une réaction qui n'a rien d'étonnant dans une région industrielle, où les accidents du travail sont monnaie courante, notamment à Usinor dont le sinistre renom est «Usinor-usine de la mort».

Enfin, deux élèves, enfants de travailleurs algériens, ont extrêmement bien analysé le but de l'affiche et l'idéal communiste qu'elle illustre. Voici un passage de leur texte.

«Cette affiche montre les efforts faits par les hommes pour faire la Chine nouvelle. Ils partent à l'assaut des difficultés en montrant ce que fait le socialisme en Chine. Ils forment un passage le long d'un fleuve... Ceci doit être une affiche politique pour rallier les hommes au communisme. Ça montre le courage du Chinois qui travaille pour la cause de son pays... Même les femmes montrent leur courage en travaillant autant que les hommes... Cela appelle tous les Chinois à s'allier pour le pays... Ils travaillent ardemment, sans passivité. Ils ne souffrent pas du travail pénible qu'on leur demande. Ce travail fait par quelques hommes reflète l'effort de toute la Chine... Ils vont à l'assaut des difficultés pour installer le socialisme.»

La discussion collective, qui a suivi ces travaux, a permis, à partir de l'affiche et des remarques des élèves, de préciser un certain nombre de choses, pour la plupart ignorées des enfants (le silence est bien gardé, là-dessus) : les conditions de travail en Chine, la lutte de l'homme pour dominer la nature et la mettre au service de l'édification du pays, la lutte pour l'égalité de l'homme et de la femme dans le travail. Elle a permis d'expliquer le pourquoi des dazibaos, inscriptions sur la paroi et journaux qui intriguaient les élèves.

Tout ceci montre :

1) la richesse des affiches chinoises, leur haut niveau idéologique qui fait que chaque détail a sa portée politique. Ainsi, à partir d'une affiche, une grande partie de la réalité chinoise peut être éclairée.

2) mais surtout que la Chine est un pays prestigieux pour les enfants. Et, malgré la propagande antichinoise déversée autour d'eux par les mass-média, ils savent bien vite reconnaître le bonheur et la justice qui émanent du socialisme authentique. Et c'est loin d'être un hasard, si ce sont des enfants de travailleurs français et immigrés qui y sont le plus sensibles.

culturel

DU 23 AU 31 OCTOBRE 1976

L'ASSOCIATION BONDY-CULTURE ET
L'ASSOCIATION DES AMITIES
FRANCO-CHINOISES
PRESENTENT A BONDY

APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

VENDREDI 29 OCTOBRE

21 h : Salons de l'Hôtel de ville :

Spirée débat «La Chine d'aujourd'hui» avec la participation de Jean Cardonnel, dominicain ; Alain Bouc, journaliste au «Monde» ; Hélène Marchisio secrétaire générale de l'AAFC qui a enseigné en Chine de 1959 à 1965.

SAMEDI 30 OCTOBRE

15 h : Salle Edouard Vaillant :

Le Comité de Bondy de l'AAFC présente des diapositives sur l'organisation des communes populaires ainsi qu'un montage audio-visuel retraçant la vie de Mao Tsé-toung

21 h : Salle Edouard Vaillant :

Nouvel aspect du canal Drapeau rouge avec la participation du professeur Monge qui dirigeait cet été un groupe de Français en Chine, parlera de la façon dont la population a réagi au séisme du 28 juillet 1976, événement dont il fut le témoin direct alors qu'il se trouvait dans la ville de Tempchen.

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

Japon

MANIFESTATION DE PECHEURS
CONTRE LE PILLAGE SOVIETIQUE

Au Japon, le mouvement populaire de protestation contre les pressions et le chantage soviétiques ne cesse de grandir. Le peuple japonais réclame avec tant

d'énergie le retour des 4 îles du Nord confisquées par Moscou que même les révisionnistes japonais n'osent pas s'opposer frontalement à cette campagne et font semblant de s'y associer.

Le 19 octobre marquait le 20e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre le Japon et l'URSS. Irrité de la persistance des légitimes revendications japonaises, Brejnev a refusé l'échange de messages qui intervient traditionnellement à cette occasion. La veille, les «Izvestia» prenaient violemment à partie le peuple et le gouvernement japonais pour ce qu'elles appelaient leurs «manœuvres antisoviétiques».

Le Japon ne fait pourtant que réclamer l'application d'un droit qui lui est internationalement reconnu en réclamant le retour des îles Kouriles qui font partie intégralement du territoire japonais.

Les multiples incidents qui se déroulent entre châtiers-usines (et espions !) soviétiques et les pêcheurs japonais n'intimident pas le peuple, bien au contraire.

Protestant énergiquement contre le pillage des navires soviétiques, les dégâts fréquents causés à leurs filets, les nombreuses arrestations de pêcheurs japonais par les soviétiques au cours de ces incidents, plus de 1 000 pêcheurs de la région de Holskaido ont tenu dimanche dernier un grand meeting et organisé une manifestation en mer pour protester contre les agissements et les pressions soviétiques. Sur leurs banderoles étaient inscrits de nombreux mots d'ordre hostiles à Moscou : «Flottes soviétiques, rentrez chez vous !» «Interdisons aux bateaux de pêche soviétiques d'agir à leur guise !»

Le meeting a adopté à l'unanimité une résolution exigeant du gouvernement japonais qu'il adresse une ferme protestation aux autorités soviétiques et leur demande de compenser les pertes subies par les pêcheurs japonais.



Dans nombre de villes japonaises s'ouvrent des bureaux pour la signature de pétitions exigeant la restitution des quatre îles du Nord.

USA : Tyler toujours en prison

Grande mobilisation
pour sa libération

A quelques jours de l'ouverture du scrutin présidentiel américain, la presse bourgeoise se tait toujours sur un immense scandale dont nous avons déjà parlé dans nos colonnes. Il s'agit du maintien en prison de Gary Tyler, ce jeune frère afro-américain, condamné à mort pour avoir prétendument tué une jeune élève blanche dans une bagarre liée aux tensions très grandes existantes autour du programme de déségrégation scolaire, le «busing».

A l'issue d'un procès tendancieux et truqué, avec des témoins à la solde de la police, un jury composé de racistes notoires et ne comprenant pas un seul Afro-américain, Gary était condamné à la peine capitale. Depuis ce scandaleux verdict, les progressistes américains ont déclenché de grandes campagnes pour obtenir la libération de ce jeune frère de 18 ans, car la preuve est faite aujourd'hui qu'il est innocent et victime d'une machination raciste.

Si la bourgeoisie tenait particulièrement à frapper Gary, c'est que ce jeune frère avait toujours été à l'avant-garde des luttes pour la déségrégation scolaire et pour la libération de son peuple ; c'est cela que la bourgeoisie ne pouvait tolérer.

Ainsi, depuis bientôt un an, manifestations diverses, pétitions ayant rassemblé jusqu'à présent 92 000 signatures, galas de soutien sont organisés à travers tout le pays pour arracher sa libération.

Le 10 novembre, Tyler fera appel devant la cour suprême de l'État de Louisiane. C'est la date choisie pour

mobiliser à nouveau et d'une façon massive les progressistes américains qui s'étaient déjà rassemblés à la Nouvelle-Orléans en une puissante manifestation, le 24 juillet.

Parmi les organisations à la pointe du combat pour la défense de Tyler se trouve la Ligue Octobre (ml) des USA qui a particulièrement aidé à l'internationalisation de la connaissance de cette affaire et de la défense de Gary.

Des organisations marxistes-léninistes dans le monde entier ont parlé de ce cas, et engagé des campagnes de soutien internationalistes ; entre autres les marxistes-léninistes norvégiens, suédois, allemands, français, islandais, canadiens, équatoriens, colombiens et d'autres encore.

La trahison révisionniste

Mais il est une chose qu'il faut dire bien haut car c'est une preuve de plus de la dégénérescence des révisionnistes. Le PC USA n'a pas parlé une seule fois de cette affaire dans son organe central ou toute autre publication sous son contrôle, il n'a pas prononcé la moindre parole de soutien à ce jeune Afro-américain. En effet, depuis de longues années déjà, le parti révisionniste a foulé aux pieds les droits fondamentaux du peuple noir américain ; il se refuse à considérer que le peuple afro-américain ait des problèmes spécifiques, des revendications particulières, des exigences qui lui sont propres et dont le droit à l'autodétermination n'est pas la moindre.



Oui, ce parti, vendu à l'idéologie et aux exigences du social-impérialisme ne se mobilise plus que pour bêler ses slogans sur la détente et proposer des solutions de replâtrage du système capitaliste en crise.

Ces traites au prolétariat ne seront pas oubliés par les larges masses travailleuses américaines... Ce nouvel affront aux droits fondamentaux du prolétariat ne montre que trop bien le côté qui est aujourd'hui le leur : celui de la bourgeoisie.

Quant à nous, nous devons parler de cette affaire autour de nous, nous mobiliser pour briser ce complot du silence, être à l'avant-garde de la défense de Gary Tyler. Dans les usines, les campagnes, les facultés, les lycées, nous devons jouer notre rôle d'internationalistes et exiger, au coude à coude avec le prolétariat avancé américain :

Libération immédiate et inconditionnelle de Gary Tyler !

On peut envoyer des messages de soutien à l'HR qui les transmettra, par l'intermédiaire du comité de soutien central américain à Gary Tyler.

Michel Bataille.

Pays de l'Est

Le pillage soviétique
de plus en plus
mal toléré

La ponction effectuée par le social-impérialisme russe sur l'économie des pays de l'Est est telle que le mécontentement s'exprime publiquement, y compris dans la presse officielle de ces pays.

C'est ainsi qu'un récent article du journal hongrois «Economie mondiale» révèle que l'URSS n'a pas encore signé les contrats qui prévoyaient que la Hongrie pourrait importer cette année des produits en provenance d'URSS pour une valeur totale de 63,9 millions de roubles.

Aucun accord n'a été signé non plus sur l'exportation prévue de 580 000 paires de chaussures et de centraux téléphoniques vers l'URSS.

L'article indique que le tiers des produits d'exportation hongrois dont les contrats n'ont pas été signés sont destinés à être investis dans le combinat de pâte à papier d'Ustilmsk en Union soviétique.

Il ajoute que le plan hongrois d'importation de lingots d'acier ne sera pas réalisé pour l'essentiel, la quantité de fer soviétique étant largement inférieure aux prévisions. L'insuffisance des fournitures de coke soviétique par rapport au plan suscite une vive inquiétude en Hongrie. Il en va de même des retards à la fourniture de gypse et d'autres produits chimiques indispensables comme des concasseurs de bauxite promis.

Tout cela ne manquera pas de désorganiser les programmes d'échanges extérieurs de la Hongrie et aggravera sa situation économique déjà difficile.

La Bulgarie aussi, «verger de l'URSS», s'insurge contre le pillage de Moscou.

«Les prix de contrats» instaurés par l'URSS sont appliqués au commerce entre les pays membres du Conseil d'entraide économique (Comecon) dont elle se sert pour plumer ses partenaires du Comecon.

La Bulgarie vend une grande quantité de produits

agricoles à l'Union soviétique et achète en échange des matières premières, des machines et des équipements. Tout cela s'effectue à des prix fixés par Moscou sur la base d'un rapport injuste entre les prix des produits agricoles et ceux des produits manufacturés.

La Bulgarie, contrainte de vendre à bas prix et d'acheter au prix fort, subit de lourdes pertes dans cet échange inégal.

Selon la presse bulgare elle-même, les prix des produits agricoles au sein du Comecon sont de 19 % inférieurs à ceux du marché mondial. Plus de 56 % des exportations totales de produits agricoles et alimentaires bulgares sont destinés à l'URSS. Dans ce seul secteur, la Bulgarie perd chaque année au moins 110 millions de leva (unité monétaire bulgare).

La presse bulgare révèle également que la Bulgarie a tenté de fixer le prix de son vin rouge sur la base du prix moyen sur le marché mondial. Mais l'URSS, principal importateur de vin bulgare, a insisté pour ne payer que 43 % du prix demandé. En revanche elle exige que le prix de son coke soit de 50 % supérieur à celui avancé par la Bulgarie.

L'injustice est plus sensible encore quand on compare les prix des exportations aux prix intérieurs dans chaque pays. Le prix de l'acier soviétique exporté à la Bulgarie est de 75 % supérieur à celui en vigueur sur le marché intérieur soviétique ; celui du coke, de 33 % ; de l'acier laminé en plaques, de 48 % ; du pétrole, de 25 % ; et des machines, de 48 %.

Au contraire les prix des tissus bulgares importés par l'URSS sont de 18 à 23 % inférieurs à ceux pratiqués sur le marché intérieur bulgare et ceux des métaux non ferreux de 19 %.

Un pillage éhonté caractérise les rapports marchands entre l'URSS et ses satellites. Il est de plus en plus mal supporté par les pays et les peuples qui en sont victimes !

